

Sur la proposition du Ministre communautaire des Affaires intérieures et de la Fonction publique;  
Après délibération,

Arrête :

**Article 1er.** L'article 1er, § 1er de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 30 octobre 1991 portant recrutement et statut pécuniaire de certains membres du personnel contractuels spécialisés auprès de la Communauté flamande est complété par la disposition suivante :

« 7<sup>o</sup> agent de liaison dans le Département de Coordination, Administration des Relations extérieures, Service Coordination des Relations extérieures. »

**Art. 2.** L'article 3 du même arrêté est complété comme suit : « § 6. La rémunération des agents de liaison visés à l'article 1er, § 1er, 7<sup>o</sup> est fixée dans l'échelle de traitement. »

**Art. 3.** L'article 4, § 2 du même arrêté est complété comme suit :

« § 6. Département de Coordination, Administration des Relations extérieures s'il s'agit du recrutement du personnel visé à l'article 1er, § 1er, 7<sup>o</sup>. »

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 5.** Le Ministre communautaire des Affaires intérieures et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 janvier 1992.

Le Président de l'Exécutif flamand,  
G. GEENS

Le Ministre communautaire des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
L. VAN DEN BOSSCHE

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 92 — 633

27 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française  
fixant les conditions auxquelles il est fait appel à des experts  
pour certaines prestations dans l'enseignement de promotion sociale

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 118;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels des établissements d'enseignement de promotion sociale;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 15 juillet 1991;

Vu le protocole du 11 octobre 1991 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique et vu la délibération de l'Exécutif en date du 11 décembre 1991,

Arrête :

**Article 1er.** Un expert dans l'enseignement de promotion sociale est un membre du personnel non soumis aux dispositions statutaires applicables aux catégories de personnels de l'enseignement et à qui est attribuée une charge de cours au delà soit du maximum des prestations complètes liées à l'exercice de sa fonction principale dans l'enseignement, telle que définie à l'article 111 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, soit de sa profession principale en dehors de l'enseignement.

**Art. 2. § 1er.** Sans préjudice des dispositions fixées par le présent arrêté, le recrutement d'un expert, par un pouvoir organisateur de l'enseignement de promotion sociale pour assurer une charge de cours, est autorisé :

1<sup>o</sup> lorsque la charge de cours considérée requiert des compétences particulières que possède le candidat au recrutement en qualité d'expert;

2<sup>o</sup> ou lorsque la charge de cours considérée ne peut pas être confiée à un membre du personnel dans le cadre d'une fonction principale au sens de l'article 111 du décret précité, en raison d'une pénurie de candidat au recrutement.

§ 2. Il y a pénurie de candidat au recrutement dans le cadre d'une fonction principale au sens de l'article 111 du décret précité lorsque l'emploi ne peut être attribué dans l'ordre suivant :

1<sup>o</sup> par réaffectation d'un membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi;

2<sup>o</sup> par attribution du complément d'emploi à un titulaire en fonction principale à prestations incomplètes, rétribué pour un temps plein;

3<sup>o</sup> par recrutement d'un membre du personnel enseignant candidat à cet emploi;

4<sup>o</sup> par recrutement d'un candidat inscrit comme demandeur d'emploi.

**Art. 3.** Dans les deux cas mentionnés à l'article 2, § 1er, le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement mandaté par ledit pouvoir organisateur informe l'Administration du recrutement de l'expert, dans les formes et délais fixés par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

Art. 4. Le membre du personnel recruté en qualité d'expert en vertu de l'article 2, § 1er, 1<sup>o</sup>, n'est pas tenu, en fonction de ses compétences particulières, de posséder le titre de capacité requis pour la fonction à conférer.

Le membre du personnel enseignant recruté en qualité d'expert en raison d'une pénurie conformément aux dispositions de l'article 2, § 2, doit, sauf dérogation accordée par le Ministre, posséder le titre de capacité requis pour la fonction à conférer.

Art. 5. § 1er. Dans l'enseignement de promotion sociale de régime 1, l'attribution d'une charge de cours à un expert, recruté sur base de ses compétences particulières conformément aux dispositions de l'article 2, § 1er, 1<sup>o</sup>, est autorisée, dans le respect des dossiers de référence des sections et unités de formation approuvées par le Ministre sur avis conforme de la Commission de concertation visée à l'article 15 du décret précité.

§ 2. Les dossiers de références visés à l'article 136 du décret précité contiennent, pour chacun des cours, une proposition d'affectation d'un enseignant en fonction principale ou d'un expert.

Cette proposition est formulée et motivée lors de l'introduction du dossier.

Art. 6. § 1er. L'engagement d'un expert pour une charge de cours par un pouvoir organisateur de l'enseignement de promotion sociale doit faire l'objet d'un contrat de travail conclu par écrit pour un travail nettement défini conformément aux dispositions légales et réglementaires fixées par et en vertu de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

§ 2. Le contrat de travail visé au § 1er est constaté par écrit pour chaque expert individuellement au plus tard à la date de la première prestation de celui-ci.

Il est signé par le représentant du Pouvoir Organisateur ou, à défaut, par le chef d'établissement au nom de son Pouvoir Organisateur, ainsi que par l'expert après lecture et approbation du contrat.

§ 3. Le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions fixe le modèle du contrat.

Art. 7. Les montants de la rétribution de chaque période de cours ou d'activité effectivement prestée par un expert dont l'engagement répond aux conditions de l'article 2, § 1er, 1<sup>o</sup>, sont établis comme suit :

1<sup>o</sup> dans l'enseignement secondaire de promotion sociale du degré inférieur :

— cours généraux	750 francs
— cours techniques	750 francs
— cours spéciaux	750 francs
— pratique professionnelle	650 francs
— cours techniques et de pratique professionnelle	650 francs

2<sup>o</sup> dans l'enseignement secondaire de promotion sociale du degré supérieur :

— cours généraux	950 francs
— cours de psychologie, de pédagogie et de méthodologie	950 francs
— cours spéciaux	850 francs
— cours techniques	950 francs
— pratique professionnelle	700 francs
— cours techniques et de pratique professionnelle	700 francs

3<sup>o</sup> dans l'enseignement supérieur du type court et de promotion sociale et dans l'enseignement supérieur technique du deuxième degré de promotion sociale et de régime 2 :

— cours généraux	1 100 francs
— cours de psychologie, de pédagogie et de méthodologie	1 100 francs
— cours spéciaux	850 francs
— cours techniques	1 000 francs
— pratique professionnelle	700 francs
— cours techniques et de pratique professionnelle	700 francs

Art. 8. Les montants de la rétribution de chaque période de cours ou d'activité effectivement prestée par un expert dont l'engagement répond aux conditions de l'article 2, § 1er, 2<sup>o</sup>, sont établis comme suit :

1<sup>o</sup> dans l'enseignement secondaire de promotion sociale du degré inférieur :

— cours généraux	545 francs
— Cours techniques	545 francs
— cours spéciaux	545 francs
— pratique professionnelle	455 francs
— cours techniques et de pratique professionnelle	455 francs

2<sup>o</sup> dans l'enseignement secondaire de promotion sociale du degré supérieur :

— cours généraux	690 francs
— cours de psychologie, de pédagogie et de méthodologie	690 francs
— cours spéciaux	645 francs
— cours techniques	690 francs
— pratique professionnelle	515 francs
— cours techniques et de pratique professionnelle	515 francs

3<sup>o</sup> dans l'enseignement supérieur de type court et de promotion sociale et dans l'enseignement supérieur technique du deuxième degré de promotion sociale et de régime 2 :

— cours généraux	770 francs
— cours de psychologie, de pédagogie et de méthodologie	770 francs
— cours spéciaux	645 francs
— cours techniques	770 francs
— pratique professionnelle	515 francs
— cours techniques et de pratique professionnelle	515 francs

**Art. 9.** Les montants de base visés aux articles 7 et 8 sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation; ils sont rattachés à cet indice, tel qu'il était fixé au 1er juillet 1991.

**Art. 10.** L'expert n'est pas soumis au contrôle du service de santé administratif.

En cas de maladie ou d'incapacité de travail, il est tenu de remettre au chef d'établissement un certificat médical établi par le médecin de son choix et de convenir, s'il échet et selon les possibilités, d'un horaire de récupération admis par les deux parties et repris dans un avenant au contrat.

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1992.

**Art. 12.** Le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 décembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,  
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

VERTALING

### MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 92 — 633

**27 DECEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de voorwaarden waaronder een beroep wordt gedaan op deskundigen voor bepaalde prestaties in het onderwijs voor sociale promotie**

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 118;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting d.d. 15 juli 1991;

Gelet op het protocol d.d. 11 oktober 1991 van sectorcomité IX en van het comité provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, in gemeenschappelijke vergadering;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek en gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 11 december 1991,

Besluit :

**Artikel 1.** Een deskundige in het onderwijs voor sociale promotie is een personeelslid dat niet onderworpen is aan de statutaire bepalingen die van toepassing zijn op de categorieën van het onderwijspersoneel en aan wie een leeropdracht wordt toegewezen die de maximumprestaties van een hoofdamt met volledige prestaties in het onderwijs, zoals bepaald bij artikel 111 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, of de maximumprestaties van zijn hoofdberoep buiten het onderwijs te boven gaat.

**Art. 2. § 1.** Onverminderd de bepalingen van dit besluit, is de aanwerving, door een inrichtende macht van het onderwijs voor sociale promotie, van een deskundige voor het vervullen van een leeropdracht toegestaan :

1° indien voor bedoelde leeropdracht bijzondere bevoegdheden vereist zijn, die de kandidaat, die als deskundige wordt aangeworven, bezit;

2° indien de bedoelde leeropdracht niet kan worden toevertrouwd aan een personeelslid in het kader van een hoofdamt bedoeld in artikel 111 van voormeld decreet, wegens een tekort aan kandidaten voor de werving.

**§ 2.** Een tekort aan kandidaten in het kader van een hoofdamt, bedoeld in artikel 111 van voormeld besluit, doet zich voor wanneer de betrekking niet kan worden toegewezen in volgende rangorde :

1° bij reffectatie van een wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid;

2° bij toekenning van een aanvullende betrekking aan de titularis van een hoofdamt met onvolledige prestaties, bezoldigd voor volledige prestaties;

3° bij aanwerving van een lid van het onderwijzend personeel, dat kandidaat is voor bedoelde betrekking;

4° bij aanwerving van een kandidaat die als werkzoekende ingeschreven is.

**Art. 3.** In de twee gevallen vermeld in artikel 2, § 1, deelt de inrichtende macht of het door de inrichtende macht gemachtigde schoolhoofd de Administratie de aanwerving van een deskundige mee, in de vorm en de termijn bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort.

**Art. 4.** Het personeelslid aangeworven als deskundige overeenkomstig artikel 2, § 1, 1°, is er niet toe gehouden, gelet op zijn bijzondere bevoegdheden, houder te zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor het te begeven ambt.

Het lid van het onderwijzend personeel aangeworven als deskundige wegens een tekort, overeenkomstig artikel 2, § 2, moet behoudens afwijking verleend door de Minister, houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor het te begeven ambt.

**Art. 5. § 1.** In het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 kan een leeropdracht worden toegewezen aan een deskundige die aangeworven wordt op grond van zijn bijzondere bevoegdheden, overeenkomstig artikel 2, § 1, 1°, rekening houdend met de referentiedossiers van de opleidings- en vormingseenheden die door de Minister zijn goedgekeurd op eensluidend advies van de in artikel 15 van voormeld decreet bedoelde Overlegcommissie.

§ 2. De referentiedossiers bedoeld in artikel 136 van voormeld decreet bevatten voor elke leeropdracht een voorstel tot affectatie van een leerkracht in een hoofdambt of van een deskundige.

Dit voorstel wordt bij het indienen van het dossier gedaan en gemotiveerd.

Art. 6. § 1. De aanwerving van een deskundige voor een leeropdracht door een inrichtende macht van het onderwijs voor sociale promotie moet in een arbeidsovereenkomst worden vastgelegd, die schriftelijk en voor een duidelijk omschreven werk wordt gesloten, overeenkomstig de reglements- en wetsbepalingen getroffen in of op grond van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

§ 2. De in § 1 bedoelde arbeidsovereenkomst wordt voor elke deskundige uiterlijk op de eerste werkdag van de betrokkene schriftelijk gesloten.

De arbeidsovereenkomst wordt ondertekend door de vertegenwoordiger van de inrichtende macht of, bij ontstentenis ervan, door het schoolhoofd in naam van de inrichtende macht, alsook door de deskundige, nadat de partijen de overeenkomst hebben gelezen en goedgekeurd.

§ 3. De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, bepaalt het model van de overeenkomst.

Art. 7. De bezoldiging voor elke lestijd of werkelijk gepresteerde activiteit door een deskundige die aangeworven is overeenkomstig artikel 2, § 1, 1<sup>o</sup>, is vastgesteld als volgt:

1<sup>o</sup> in het secundair onderwijs voor sociale promotie van de lagere graad:

— algemene vakken	750 F
— technische vakken	750 F
— bijzondere vakken	750 F
— beroepspraktijk	650 F
— technische vakken en beroepspraktijk	650 F

2<sup>o</sup> in het secundair onderwijs voor sociale promotie van de hogere graad:

— algemene vakken	950 F
— psychologie, pedagogie en methodiek	950 F
— bijzondere vakken	850 F
— technische vakken	950 F
— beroepspraktijk	700 F
— technische vakken en beroepspraktijk	700 F

3<sup>o</sup> in het hoger onderwijs van het korte type en voor sociale promotie en in het hoger technisch onderwijs van de tweede graad voor sociale promotie en van stelsel 2:

— algemene vakken	1 100 F
— psychologie, pedagogie en methodiek	1 100 F
— bijzondere vakken	850 F
— technische vakken	1 000 F
— beroepspraktijk	700 F
— technische vakken en beroepspraktijk	700 F

Art. 8. De bezoldiging voor elke lestijd of werkelijk gepresteerde activiteit door een deskundige die aangeworven is overeenkomstig artikel 2, § 1, 1<sup>o</sup>, is vastgesteld als volgt:

1<sup>o</sup> in het secundair onderwijs voor sociale promotie van de lagere graad:

— algemene vakken	545 F
— technische vakken	545 F
— bijzondere vakken	545 F
— beroepspraktijk	455 F
— technische vakken en beroepspraktijk	455 F

2<sup>o</sup> in het secundair onderwijs voor sociale promotie van de hogere graad:

— algemene vakken	690 F
— psychologie, pedagogie en methodiek	690 F
— bijzondere vakken	645 F
— technische vakken	690 F
— beroepspraktijk	515 F
— technische vakken en beroepspraktijk	515 F

3<sup>o</sup> in het hoger onderwijs van het korte type en voor sociale promotie en in het hoger technisch onderwijs van de tweede graad voor sociale promotie en van stelsel 2:

— algemene vakken	770 F
— psychologie, pedagogie en methodiek	770 F
— bijzondere vakken	645 F
— technische vakken	770 F
— beroepspraktijk	515 F
— technische vakken en beroepspraktijk	515 F

Art. 9. De basisbedragen bepaald in de artikelen 7 en 8 ondergaan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijs; ze zijn gekoppeld aan het indexcijfer vastgesteld op 1 juli 1991.

Art. 10. De deskundige is niet onderworpen aan de controle van de administratieve gezondheidsdienst.

In geval van ziekte of werkongeschiktheid moet hij het schoolhoofd een door een arts naar keuze opgesteld geneeskundig getuigschrift voorleggen. Indien nodig en naar gelang van de mogelijkheden, moet een door beide partijen overeengekomen inhaalrooster worden opgesteld, dat als aanhangsel bij de arbeidsovereenkomst wordt gevoegd.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1992.

Art. 12. De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 december 1991,

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve,  
belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

F. 92 — 634

**27 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les modalités de calcul des anciennetés sociale et pécuniaire des membres des personnels de l'Enseignement de promotion sociale**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 111 modifié par le décret du 19 juillet 1991;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique;

Vu l'arrêté royal du 10 mars 1965 portant statut pécuniaire du personnel des cours à horaire réduit relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture notamment l'article 13, § 1<sup>er</sup>, modifié par l'arrêté royal du 4 novembre 1976;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Vu l'arrêté royal du 29 août 1985 portant harmonisation des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit.

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 15 juillet 1991;

Vu le protocole du 11 octobre 1991 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique et vu la délibération de l'Exécutif en date du 11 décembre 1991,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'arrêté s'applique aux membres du personnel qui exercent, dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, une ou plusieurs fonctions principales au sens de l'article 111, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

**Art. 2.** Les anciennetés sociale et pécuniaire des membres des personnels visés à l'article 1<sup>er</sup> sont fixées conformément à l'article 111, § 2, alinéa 2, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

Par ancienneté sociale, il faut entendre l'ancienneté visée à l'article 14 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

**Art. 3.** Pour l'application du présent arrêté, l'article 13, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 10 mars 1965 portant statut pécuniaire du personnel des cours à horaire réduit relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture, doit se lire de la manière suivante :

§ 1<sup>er</sup>. Sont admissibles pour autant qu'ils n'aient pas été pris en considération pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire dans le cadre de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, les services effectifs que le membre du personnel a rendus, à partir de l'âge de 20, de 21, de 22, de 23 ou 24 ans, selon la classe de son échelle, dans un cours à horaire réduit organisé, subventionné ou reconnu en vertu des lois sur l'enseignement technique coordonnées le 30 avril 1957 et dans l'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par l'Etat ou la Communauté française.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Les services admissibles dans le calcul de l'ancienneté pécuniaire des membres du personnel visés à l'article 2 de l'arrêté royal du 29 août 1985 portant harmonisation des dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit sont fixées conformément aux dispositions du § 2 du présent article.

§ 2. Pour l'établissement de l'ancienneté pécuniaire des membres des personnels visés à l'article 1<sup>er</sup> sont admissibles tous les services admissibles visés aux articles 16 et 17 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique et à l'article 13 de l'arrêté royal du 10 mars 1965 portant statut pécuniaire du personnel des cours à horaire réduit relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture, tel qu'il est modifié par le présent arrêté.